COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Distr. RESTREINTE
SR/231
8 septembre 1951
ORIGINAL: FRANCAIS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT TRENTE-ET-UNIEME SEANCE

tenue à l'Hôtel de Crillon, Paris,
le samedi 8 septembre 1951,
à 15 heures

SOMMAIRE

- Dispositions à adopter pour l'ouverture de la conférence
- Rapport de l'Office pour les réfugiés
- Demande présentée par la délégation d'Israël le 7 septembre 1951

PRESENTS

<u>Président</u>	:	M. PALMER	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres</u>	:	M. MARCHAL	France
		M. ARAS	Turquie
<u>Suppléants</u>	:	M. BARCO	Etats-Unis d'Amérique
		M. de NICOLAY	France
<u>Secrétariat</u>	:	M. de AZCARATE	Secrétaire principal

DISPOSITIONS A ADOPTER POUR L'OUVERTURE DE LA CONFERENCE

Le PRESIDENT déclare que la question présente trois aspects distincts : les dispositions pratiques à prendre, la rédaction du discours d'ouverture et la rédaction des propositions à présenter à la conférence. En ce qui concerne le premier aspect, il annonce qu'il s'est entretenu très récemment avec Mostafa bey, représentant de l'Egypte, et qu'une rencontre personnelle avec ce dernier aura lieu le lundi 10 septembre 1951 dans la soirée. Etant donné la décision de la Commission de ne se prononcer sur la date qu'après avoir établi des contacts personnels avec les représentants des Parties, le mieux serait d'arranger ces contacts dans l'ordre dans laquelle elles auront répondu à l'invitation.

En ce qui concerne le discours d'ouverture, le Président fait savoir qu'il a préparé un projet d'introduction remanié et qu'il est tout à fait disposé à examiner les suggestions que les membres de la Commission pourraient lui faire à ce sujet.

M. MARCHAL (France) fait observer que ce projet est destiné à servir d'introduction à une déclaration contenant les propositions de la Commission à la conférence. Il semble donc difficile de se prononcer sur cette introduction sans avoir d'abord étudié le fond de ces propositions. M. Marchal aimerait néanmoins formuler quelques observations générales. Il reconnaît que l'un des buts de la conférence est de fournir l'occasion d'étudier tous les problèmes qui se posent dans le cadre de la question de Palestine. Il est convaincu de la nécessité de résoudre ces problèmes, mais il serait peut-être dangereux de ne vouloir les résoudre que comme un tout. Il se demande à ce sujet si l'interprétation de la résolution de l'Assemblée générale qui est donnée dans la déclaration laisserait entendre que la Commission renonce à résoudre séparément les divers aspects du problème. M. Marchal pense qu'il ne faudrait négliger aucune possibilité de solution, même partielle. En effet, si la Commission décidait vraiment de n'accepter qu'une solution globale de la situation, elle agirait non plus en médiateur mais

en arbitre. Il pense que son rôle ne doit pas aller aussi loin.

M. ARAS (Turquie) a examiné le projet présenté par le Président à la lumière de la communication du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, qui contient un projet de programme de travail pour la Commission. Le projet lui convient dans l'ensemble, mais pour pallier à certaines observations éventuelles des Parties, il suggère de modifier le deuxième alinéa du deuxième projet remanié de la manière suivante : "...se sont solennellement engagés à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques en vue de favoriser le retour d'une paix permanente en Palestine."

Par ailleurs, M. Aras estime qu'il est souhaitable de considérer le problème comme un tout. Il faudrait préciser, néanmoins, que la Commission ne se propose pas pour autant d'exclure toutes possibilités de solution partielle. Toutefois, cette formule ne serait acceptable que dans la mesure où les concessions que feraient les Parties seraient réciproques ou équivalentes. C'est là une condition indispensable.

Le PRESIDENT constate que les membres de la Commission sont d'accord sur la teneur générale du projet de déclaration. Répondant à certaines remarques, il tient à préciser que son intention n'a jamais été de laisser entendre que la Commission devrait s'abstenir d'étudier les possibilités de solution partielle qui se présenteraient. Les observations formulées par les représentants de la France et de la Turquie sont utiles et il estime qu'il conviendrait effectivement de passer à l'examen du projet de proposition d'ensemble présenté par la délégation des Etats-Unis.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT parlant en qualité de représentant des Etats-Unis fait remarquer que le projet de proposition d'ensemble préparé par cette délégation est explicite. Les dispositions préliminaires qui sont contenues dans le préambule ont fait l'objet d'un soin particulier. En effet, l'attitude que les Parties adopteront vis-à-vis l'une de l'autre est un aspect de

la question sur lequel il conviendrait d'appeler tout d'abord leur attention. Il faut donc commencer par l'examen de ce préambule; il est certain que si l'on pouvait obtenir d'elles une déclaration de non-agression, la conférence s'ouvrirait dans une ambiance favorable.

Les divers paragraphes des propositions concernent tantôt toutes les Parties, tantôt certaines d'entre elles et permettent d'espérer, par conséquent, qu'il serait possible de les mettre d'accord par le jeu du compromis ou des concessions mutuelles. Les questions soulevées dans le paragraphe 5 exigeront un examen particulièrement approfondi qui ne pourra s'effectuer que sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, par exemple. De toute manière, un progrès sera accompli si les Parties acceptent d'examiner ces questions.

M. ARAS (Turquie) estime que l'ensemble du projet de proposition de la délégation des Etats-Unis est très satisfaisant car il représente une promesse de succès et le maximum de ce que l'on peut faire pour le moment. M. Aras approuve pleinement l'esprit du paragraphe 5.

Quant au préambule, il pense qu'il serait préférable de le modifier comme suit: "... réitèrent solennellement leur engagement de résoudre leurs différends par des moyens pacifiques afin de favoriser le retour à une paix permanente en Palestine....".

M. MARCHAL (France) estime qu'en présentant des propositions précises dès l'ouverture de la conférence, la Commission agit plutôt comme un arbitre que comme un médiateur. Il estime qu'il serait plus prudent de se borner à soumettre les questions en cause aux Parties, de les inviter à exposer leur avis à leur sujet et de faciliter la recherche de leur solution. C'est seulement au cas où il serait impossible de mettre les Parties d'accord que la Commission devrait présenter des propositions précises.

En ce qui concerne le préambule, M. Marchal approuve la suggestion du représentant de la Turquie; toutefois, il estime qu'il serait bon, avant de se prononcer, de se référer aux termes

exprès des engagements contractés par les Parties en vertu des Conventions d'armistice d'une part, et en tant qu'Etats Membres des Nations Unies d'autre part.

En ce qui concerne les paragraphes 1, 2, 3 et 4 des propositions proprement dites, M. Marchal estime qu'il serait préférable d'employer un langage moins catégorique, afin que les Parties n'aient pas l'impression de devoir prendre un engagement immédiat. Au lieu de dire "les gouvernements...renoncent réciproquement...", on pourrait employer une formule moins directe comme "renonciation réciproque...", par exemple.

Passant au paragraphe 5, M. Marchal pense que certains des problèmes qui y sont mentionnés pourraient être résolus à brève échéance; il serait avantageux qu'ils fassent l'objet d'un examen préliminaire, à la conférence, afin de permettre aux Parties d'exprimer leurs vues à leur sujet. Il est évidemment souhaitable que les représentants d'Israël et des Etats arabes siègent ensemble, mais on peut se demander s'il est désirable de le prévoir expressément, ainsi qu'il est fait au paragraphe 5.

M. BARCO (Etats-Unis) explique que le but du projet de proposition soumis à la Commission par la délégation des Etats-Unis est de prévoir une procédure nouvelle différente de celle que l'on suivit à Genève et à Lausanne et qui ne donna aucun résultat concret. La délégation des Etats-Unis a jugé préférable de ne pas présenter un ordre du jour précis, afin d'éviter de longs débats sur la priorité à accorder aux différentes questions à traiter; c'est pourquoi elle se borne à suggérer un plan général. M. Barco pense d'autre part qu'il conviendrait peut-être de préciser dans le discours d'ouverture que la Commission reste disposée à étudier séparément certains aspects de la question.

M. Barco accepte volontiers les suggestions de M. Aras concernant le préambule et le paragraphe 5 des propositions. Les problèmes qui y sont mentionnés ne sauraient être résolus à brève échéance et la Commission n'est pas encore à même d'en proposer la solution. Le règlement des différends qu'ils provoquent serait grandement facilité par la réunion des représentants des Parties.

C'est dans cet esprit que le paragraphe 5 prévoit des réunions sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies; de plus, il semble que les Parties pourraient difficilement s'opposer à cette procédure, étant donné qu'elle est explicitement prévue dans les Conventions d'armistice; enfin, M. Barco fait remarquer que cette proposition pourrait être soumise pour approbation à l'Assemblée générale qui désignerait, le cas échéant, l'organisme qui convoquera la conférence prévue.

M. ARAS (Turquie) pense également qu'il serait utile de spécifier dans le discours d'ouverture que la Commission est disposée à discuter tout problème particulier en tenant compte de l'ensemble de la question.

M. MARCHAL (France) reconnaît qu'il conviendrait de prévoir une procédure qui donne des résultats. Toutefois, étant donné que les efforts déployés actuellement par la Commission représentent une tentative ultime, il serait sage de ne pas courir de risques excessifs et de demander à nouveau aux Parties de donner leur avis sur les divers problèmes soulevés. C'est alors seulement que la Commission pourrait présenter ses propositions. En réponse au représentant des Etats-Unis, il ajoute que ces propositions, même si elles sont modifiées ainsi qu'il l'a suggéré, sont plus qu'un simple ordre du jour puisqu'elles sont orientées, en quelque sorte, et contiennent déjà une ébauche de solution.

M. BARCO (Etats-Unis) ne partage pas entièrement l'avis du représentant de la France. En effet, si l'on demande à nouveau aux Parties d'exposer leurs vues, elles adopteront la même attitude intransigeante qu'elles avaient auparavant; par contre, elles **seront** peut-être amenées à modifier leur position lorsqu'elles se trouveront en présence des propositions concrètes de la Commission.

M. ARAS (Turquie) pense qu'il est aisé de concilier les points de vue des représentants de la France et des Etats-Unis. On pourrait fort bien laisser aux Parties la possibilité d'exposer leurs vues et leur soumettre ensuite les propositions de la

Commission. Les Parties ne sauraient être surprises de cette procédure, étant donné qu'il est indiqué dans l'invitation qui leur a été adressée que la Commission pourrait avoir des propositions de solutions à leur proposer.

M. MARCHAL (France) relève la remarque intéressante de M. Aras au sujet de la lettre d'invitation, mais il précise que, dans son esprit, la Commission ne devait formuler des propositions qu'en cours de discussion, et non pas à titre d'introduction.

Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à étudier les propositions dans un esprit de compromis et compte tenu des observations qui ont été formulées au cours de la discussion. A son avis, il s'agit d'une question de forme et il tient à préciser que ces propositions ne sont qu'une indication de ce que pense la Commission car il serait regrettable que les Parties supposent que cette dernière n'a rien d'autre à dire.

RAPPORT DE L'OFFICE POUR LES REFUGIES

Le PRESIDENT rappelle que M. Andersen, Chef de l'Office pour les réfugiés, sera présent à la prochaine séance de la Commission. Aussi, propose-t-il à celle-ci de répondre en substance à M. Andersen de la manière suivante : Les remarques qu'il a formulées en présentant le rapport de l'Office pour les réfugiés seront d'une grande utilité pour les membres de la Commission lorsqu'ils étudieront ce rapport d'une manière plus approfondie; en attendant, la Commission juge utile d'inviter l'Office pour les réfugiés à procéder aux études indiquées dans le plan de travail relatif aux activités futures de l'Office. La Commission ne s'attend pas à ce que l'Office pour les réfugiés formule des conclusions et des recommandations; elle lui demande simplement de faire un historique documentaire des différentes questions mentionnées dans ce plan de travail.

Il en est ainsi décidé.

DEMANDE PRESENTÉE PAR LA DELEGATION D'ISRAËL LE
7 SEPTEMBRE 1951

Le SECRETAIRE PRINCIPAL rappelle que le représentant d'Israël a demandé que le texte de la réponse du Gouvernement de l'Egypte à l'invitation de la Commission lui soit communiqué. A l'occasion d'une entrevue qu'il a eue avec le représentant d'Israël, M. Fisher, conseiller politique de la Commission, a répondu que le secrétariat n'était pas autorisé à faire la communication, et que si la requête était officielle, elle serait soumise à la Commission.

M. ARAS (Turquie) fait observer que l'on ne peut accéder à la demande d'Israël que si la réponse du Gouvernement de l'Egypte est déjà parue dans la presse.

M. MARCHAL (France) partage entièrement ce point de vue.

Le PRESIDENT estime, dans ces conditions, que la Commission doit répondre qu'il serait inopportun de communiquer le texte de la réponse de l'Egypte, à moins qu'il n'ait déjà été rendu public.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures.